



TERMES DE REFERENCE

Vidéaste / monteur

Mars 2019

1. CONTEXTE D'INTERVENTION

1.1. LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entraînant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité. Les divisions sociétales, la violence des groupes armés toujours persistante, et l'appauvrissement des populations comme causes directes des conflits politiques et militaires font ainsi de la RCA l'un des pays les plus pauvres du monde, figurant à la 188e place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain sur 189 pays.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers. Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédé ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire. En juin 2018, le pays comptait également 557 723 déplacés internes et réfugiés, du fait des conflits armés, des pillages, des violations des droits humains et de la perte de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, l'Etat centrafricain peine toujours à se relever.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistant dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu plus de 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l'OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement le paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA) et la diarrhée. Par ailleurs, le système national de santé s'est effondré, en raison des violences généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l'aide, le système de santé reste fragile avec 347 (contre 124 en 2014) des structures de santé partiellement ou totalement détruites sur les 1 008 existantes en République Centrafricaine, soit 34% d'entre elles. En outre, 43% des personnels de santé sont des infirmiers secouristes sans aucune formation appropriée. Les plateaux techniques des Formations sanitaires (FOSA) et des hôpitaux restent insuffisants. Le système de santé est inexistant dans certaines zones, du fait de la fuite du personnel qualifié pendant la crise (de nombreuses FOSA sont gérées par des secouristes, surtout en zone rurale). La crise a entraîné une rupture d'approvisionnement en médicaments dans certaines zones et la dégradation des infrastructures.

1.2. PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE EN RCA

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Avant la fusion de 2011, Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays.

Depuis 2011, la mission dispose d'un bureau de coordination en capitale – Bangui – et est intervenue depuis quatre bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est et Berbérati dans le Sud-ouest, en apportant une assistance en distribution de vivres, appui en sécurité alimentaire, et renforcement du système de santé. Au fil des années, les bases de Berbérati et de Paoua ainsi que celles situées dans le Sud-est ont été fermées pour déplacer les activités de l'ONG afin de suivre le déplacement géographique des besoins humanitaires ou pour des raisons, malheureusement, de sécurité des zones d'intervention (Paoua).

L'année 2017 marque pour PUI une année importante dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Ndélé). En effet, après le retrait officiel de MSF-E en février 2017, PUI en étant le seul acteur présent dans le secteur de la santé, a assuré la reprise de l'entièreté des services de soins de l'hôpital préfectoral à Ndélé, avec le soutien financier de EuropAid (Fonds fiduciaire de l'Union Européenne, Fonds Bêkou). Cette couverture complète des besoins sanitaires dans la Bamingui-Bangoran se complète également avec le soutien des 4 FOSAs qui étaient soutenues par MSF-E, PUI couvrant 21 FOSAs dans la préfecture. Un nouveau projet de relance agropastorale est en cours de développement dans la région et la phase III du projet de santé se poursuit en 2019. En 2018, PUI a clos sa base dans la région de Berbérati, mettant fin à ses activités en sécurité alimentaire et en relance agropastorale dans la préfecture de Mambéré-Kadeï. Enfin, à Bangui PUI mène différentes activités de logistique à destination des ONG internationales afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire, en particulier dans le domaine de la santé.

La République Centrafricaine fait face à une crise politico-militaire depuis 2013 qui a progressivement installé une atmosphère d'instabilité et de violence générale. Le personnel et les biens humanitaires sont souvent la cible d'attaques dans l'ensemble du pays. Ainsi, au cours de l'année 2018, 396 incidents ont été répertoriés affectant directement soit le personnel soit les biens humanitaires, avec donc une hausse de 175.% par rapport à l'année 2017. 17 bases ou entrepôts d'organisations ont été pillés et quelques 30 véhicules d'ONG ont été volés. 7 incidents ont eu lieu dans la région de Ndélé, 30 à Bangui. Cette insécurité a contraint certaines ONG à suspendre leurs activités.

PUI mène aujourd'hui trois projets à Bangui, deux consacrés à la logistique et un projet de santé nutrition.

Ce dernier financé par le Fonds Bêkou est la phase III du projet d'assistance médico-nutritionnelle et de renforcement du système de santé qui se poursuit jusqu'en juin 2020. Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations ciblées grâce à la fourniture des services de santé de base à la population qui représente 724 306 personnes, tout en mettant en place un transfert progressif des compétences et des moyens aux structures nationales. OFDA (Office of U.S. For Foreign Disaster Assistance) finance un projet de soutien logistique par le renforcement des capacités de stockage afin de faciliter et d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la

réponse humanitaire. Ce projet de gestion d'entrepôt est à destination des organisations humanitaires et vient compléter un recouvrement partiel des coûts de la part des humanitaires. Le PNUD quant à lui finance un projet d'amélioration de la réponse humanitaire en santé et en nutrition par la création d'une plateforme de stockage dédiée en République Centrafricaine. Le projet est à destination de huit ONG et se poursuit jusqu'en août 2019. A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, PUI mène des activités des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus).

Aujourd'hui, et avec le retrait de MSF-E de la préfecture, PUI devient l'unique acteur humanitaire en santé dans la Bamingui-Bangoran. Depuis le retrait de MSF-E début 2017, PUI assure la reprise de l'hôpital préfectoral à Ndélé (qui était géré à 90% par MSF-E) et donc de tous les services de soins de l'hôpital. Le projet de poursuite des activités des MSF-E, soutenu par le Fonds Bêkou, continue en 2019 et ce jusqu'en 2020, ce qui correspond à la phase 3 du projet. PUI est désormais en charge de 21 FOSAs dans la Bamingui-Bangoran, ainsi que de l'hôpital de Ndélé, soit la globalité des structures de santé de la préfecture.

Un projet de relance agropastorale est également prévu pour 2019, financé par le Fonds Bêkou également. Ce projet, en consortium avec DRC (lead), Triangle, et ACF pour une durée de 24 mois devrait couvrir l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA (Préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran et la Vagaka). Le projet a pour but de renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois. Ce projet comprend aussi une mitigation des tensions et de l'insécurité liées aux transhumances grâce à une sensibilisation et un meilleur accès à des mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits.

Enfin deux autres projets sont en cours de développement à Ndélé, avec le bailleur de fonds UNICEF, qui financerait un projet ayant pour but de réduire le taux de la morbidité et de la mortalité due à la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5ans dans la région et un 2ème avec le CIAA sur un projet de relance agricole complémentaire au projet actuellement en cours avec DRC.

2. CAMPAGNE DE COMMUNICATION - OBJECTIFS

2.1. OBJECTIF GENERAUX

Objectif 1: faire connaître la situation humanitaire dans les zones oubliées de la République Centrafricaine et la nécessité de l'aide humanitaire sur le terrain pour le relèvement du système de santé

Objectif 2: Informer le grand public sur le programme de Première Urgence Internationale et le soutien du Fonds fiduciaire Bêkou en faveur des populations vulnérables de Bamingui Bangoran et de Bangui.

2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- S.O. 1: Création d'une web-série vidéo de 5 épisodes de 3 minutes qui mettront en scène un "ambassadeur/parrain" pour présenter la pertinence des programmes humanitaires en Bamingui-Bangoran et à Bangui.
- S.O. 2: Création d'une campagne de promotion de la web-série sur les réseaux sociaux de Première Urgence Internationale.

3. ACTIVITES DE LA CAMPAGNE

3.1. REALISATION DE LA VIDEO

La web-série vidéo aura pour objet de mettre en avant les besoins humanitaires auxquels font face les populations de la région de Bamingui-Bangoran et de Bangui et le soutien apporté par Première Urgence Internationale et le Fonds fiduciaire Bêkou. Avec la présence d'un ambassadeur à l'écran elle a vocation à présenter de manière pédagogique les défis de cette zone « oubliée » et la réponse apportée par les humanitaires.

Le vidéaste passera environ deux semaines en République Centrafricaine avec les équipes de Première Urgence Internationale. Elles le guideront sur les différents sites d'intervention et lui proposeront un programme de tournage défini en collaboration en amont.

Le montage et l'habillage des vidéos seront réalisés par le vidéaste/monteur en lien avec les équipes de Première Urgence Internationale. L'ensemble des contenus sera validé par Première Urgence Internationale.

3.2. CAMPAGNE DE PROMOTION

La campagne de promotion sera créée et gérée par l'équipe de communication du Siège de Première Urgence Internationale.

4. PLANNING

La mission du vidéaste/monteur sera réalisée en deux temps

ACTIVITIES	DURATION	TIMEFRAME
<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de la vidéo 		
Recrutement du vidéaste monteur	3 semaines	Avril 2019
Tournage sur le terrain	2 semaines	Juin 2019
<ul style="list-style-type: none"> Montage 		
Sélection des séquences en lien avec Première Urgence Internationale	2 semaines	Juillet 2019
Validation des textes et des images par les équipes de Première Urgence Internationale	2 semaines	Juillet 2019
Habillage / intégration des sous titres	2 semaines	Août 2019
Validation des vidéos finales	2 semaines	Août 2019
<ul style="list-style-type: none"> Publication sur le site de Première Urgence Internationale 		
Lancement de la campagne de promotion sur le site et les réseaux sociaux de Première Urgence Internationale	1 mois	Septembre 2019

5. RESULTATS ATTENDUS

Les livrables seront fournis en français avec des sous-titres en français ainsi qu'avec des versions en sous-titres en anglais :

- ✓ 5 vidéos de 3 minutes
- ✓ Vidéos habillées avec la visibilité de Première Urgence Internationale et du Fonds fiduciaire Békou (transmise par l'association)

6. EQUIPE

L'équipe sur le terrain sera composée du vidéaste, d'un membre de l'équipe internationale de Première Urgence Internationale et d'un membre de l'équipe locale.

Pays	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE FRANCE
Date d'arrivée	JUIN 2019
DUREE DE LA MISSION	2 SEMAINES DE MISSION TERRAIN MONTAGE ET ALE SUR UNE DUREE DE 13 SEMAINES

Profil du vidéaste/monteur :

- Excellent niveau de français / anglais
- Capacité d'adaptation à un contexte d'opérations humanitaires, son histoire, sa culture
- Intérêt pour la crise centrafricaine
- Autonomie dans le travail
- Autonomie complète sur le matériel
- Intégrité et responsabilité professionnelle
- Réalisation et montage de vidéos en dispositif matériel léger et discret

Le vidéaste sera placé sous la supervision du Chargé de communication de Première Urgence Internationale et de son chef de mission en République Centrafricaine. Il devra se plier aux règles sécuritaires et au règlement intérieur de Première Urgence Internationale

Un briefing de sécurité aura lieu au siège de Première Urgence Internationale et/ou à son arrivée sur le terrain.

7. LOGISTIQUE

- Fourni par Première Urgence Internationale
 - Visa centrafricain
 - Vol international depuis Paris
 - Logement et transport en RCA
- A la charge du vidéaste
 - Tout le matériel technique nécessaire au tournage
 - Frais de bouche
 - Assurance responsabilité civile / assurance rapatriement sanitaire

8. DOCUMENTS ATTENDUS POUR POSTULER

- Devis détaillé avec les services et prestations fournis (intégrant une date de validité et dans une enveloppe maximale de 12 000€)
- CV
- Lettre de motivation
- Book et exemples de productions récentes
- Préciser les soutiens nécessaires de la part de Première Urgence Internationale ainsi que le type de matériel utilisé
- Termes et conditions de paiement
- Date limite de candidature : **3 mai 2018**

Pour candidater :

Jérôme Poirié – chargé de communication et relations publiques : jpoirie@premiere-urgence.org